



25 mai 2020

(20-3760)

Page: 1/3

Comité des sauvegardes

Original: anglais

**NOTIFICATION, AU TITRE DE L'ARTICLE 12:1 A) DE L'ACCORD SUR  
LES SAUVEGARDES, DE L'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE ET  
DES RAISONS DE CETTE ACTION**

AFRIQUE DU SUD

*Importations de boulons à tête hexagonale en fer ou en acier*

La communication ci-après, datée du 21 mai 2020, est distribuée à la demande de la délégation de l'Afrique du Sud.

---

Conformément à l'article 12:1 a) de l'Accord sur les sauvegardes, l'Afrique du Sud notifie ci-après l'ouverture d'une enquête en matière de sauvegardes concernant les importations de boulons à tête hexagonale en fer ou en acier.

**1 DATE À LAQUELLE L'ENQUÊTE A ÉTÉ OUVERTE**

L'avis d'ouverture de l'enquête par l'autorité chargée de l'enquête a été publié au Journal officiel n° 43316 du 15 mai 2020 (Avis n° 272 de 2020).

**2 PRODUIT VISÉ PAR L'ENQUÊTE**

Le produit visé est décrit de la manière suivante: boulons à tête hexagonale en fer ou en acier relevant de la sous-position tarifaire 7318.15.43.

**3 RAISONS POUR LESQUELLES L'ENQUÊTE A ÉTÉ OUVERTE**

- i. La demande a été déposée par l'organisation professionnelle South African Iron and Steel Institute (SAISI) au nom de la South African Fasteners Manufacturers' Association (SAFMA) ainsi que de ses membres, qui fabriquent les produits visés.

Il est allégué que le produit visé est importé sur le marché de la SACU en quantités tellement accrues, à la fois dans l'absolu et par rapport à la production de la SACU, et à des conditions telles qu'il cause un dommage grave à la branche de production de la SACU.

- ii. Éléments de preuve *prima facie* sur la base desquels l'enquête a été ouverte:

La Commission a constaté que le requérant avait fourni des éléments de preuve *prima facie* indiquant que le volume des importations de boulons à tête hexagonale en fer ou en acier avait augmenté, à la fois dans l'absolu et par rapport à la production nationale, pendant l'exercice 2017/18 (période du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2019).

#### 4 DOMMAGE GRAVE ET LIEN DE CAUSALITÉ

La période couverte par l'enquête pour l'évaluation des données aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage grave va du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2019.

L'analyse du dommage porte sur des renseignements fournis par CBC Fasteners (Pty) Ltd, SA Bolt Manufacturers (Pty) Ltd et Transvaal Pressed Nuts, Bolts & Rivets (Pty) Ltd, qui représentent plus de 80% de la production de la branche de production de la SACU, en volumes de production.

Le requérant a allégué qu'il subissait un dommage grave sous la forme d'une baisse du volume des ventes, de la production, de la part de marché, de l'utilisation de la capacité, du bénéfice net et de la productivité sur la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2019, et il a fourni des éléments de preuve *prima facie* en ce sens.

Sur cette base, la Commission a constaté que des éléments de preuve *prima facie* avaient été fournis qui montraient que la branche de production de la SACU subissait un dommage grave pouvant avoir un lien de causalité avec la poussée du volume des importations des produits visés.

#### 5 ÉVOLUTION IMPRÉVUE DES CIRCONSTANCES

La Commission a examiné les renseignements suivants:

Le requérant a indiqué qu'une confluence d'événements était à l'origine de l'évolution imprévue des circonstances qui viennent à l'appui de sa demande. L'un des principaux facteurs de cette confluence est la Chine, qui est le premier producteur au monde de dispositifs de fixation et représente plus de 50% de la capacité et de la production mondiales de ces articles.

Le requérant a signalé que, lors des négociations du Cycle d'Uruguay, l'Afrique du Sud n'avait pas anticipé les événements suivants:

- le rythme sans précédent de l'augmentation de la capacité de production de dispositifs de fixation (y compris pour les produits visés) au cours des deux décennies qui ont suivi (elle a été multipliée par huit depuis 1994) afin de soutenir l'essor de la construction et des activités manufacturières ainsi que de bâtir des infrastructures, particulièrement dans les économies émergentes;
- le ralentissement de l'économie mondiale, et en particulier de l'économie chinoise, qui a donné lieu à une contraction de la demande de dispositifs de fixation et participé au déséquilibre entre la capacité et la demande;
- les volumes d'exportation records enregistrés par les pays ayant une capacité excédentaire, notamment les producteurs chinois, et alimentés par la capacité et la production excédentaires;
- Ce volume excédentaire de la production, de la capacité et des exportations, causé par la Chine, a déplacé la production dans d'autres régions, nuisant ainsi aux producteurs sur d'autres marchés. Cela a déjà donné lieu à la mise en place de diverses mesures commerciales par des grands marchés de dispositifs de fixation, y compris celui de la SACU. Le fait que leurs marchés sont à présent protégés contracte encore davantage la demande mondiale de dispositifs de fixation, aggravant le problème de l'augmentation des importations dans la SACU.

#### 6 AUTRES RENSEIGNEMENTS

Les parties intéressées doivent se faire connaître dans un délai de 20 jours à compter de la date de l'ouverture de l'enquête.

Tout renseignement que les parties intéressées voudraient communiquer par écrit et toute demande d'audition devant la Commission qu'elles voudraient présenter devraient parvenir, dans un délai de 20 jours à compter de la date d'ouverture de cette enquête, à la Direction des mesures correctives commerciales II, à l'adresse suivante:

The DTI Campus  
77 Meintjies Street  
Sunnyside, Block E, Ground Floor  
Pretoria 0002  
tél.: +27 12 394 3600  
fax: +27 12 394 0518

Si les renseignements communiqués comprennent des éléments de nature confidentielle, les raisons pour lesquelles ces éléments ne sont pas divulgués devraient être exposées et il devrait en être donné simultanément un résumé non confidentiel qui devrait être le plus détaillé possible. Dans les cas où un tel résumé ne peut pas être fourni, une déclaration sous serment est nécessaire, laquelle indiquera pourquoi les renseignements ne peuvent pas être résumés.

Cette prescription a pour objet de garantir la transparence et l'accès de toutes les parties aux renseignements relatifs à cette enquête. Si les résumés ne sont pas fournis en temps voulu et sans raison valable, l'ITAC peut ne pas tenir compte des renseignements qualifiés de confidentiels.

---